

PATRY, André, *Le Québec dans le monde*. Ottawa, Leméac, 1980.
167 p. \$8.95.

Richard Jones

Volume 35, numéro 2, septembre 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303962ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303962ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jones, R. (1981). Compte rendu de [PATRY, André, *Le Québec dans le monde*. Ottawa, Leméac, 1980. 167 p. \$8.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35(2), 284–286. <https://doi.org/10.7202/303962ar>

PATRY, André, *Le Québec dans le monde*. Ottawa, Léméac, 1980. 167 p. \$8.95

L'auteur, haut fonctionnaire et universitaire, se défend de vouloir faire l'histoire des relations internationales du Québec et prévient le lecteur qu'il «s'en tient presque toujours aux faits dont il a été témoin ou qu'il a vécus au cours des quatre dernières décennies». Nous avouons ne pas voir très clairement la distinction. Il ne s'agit pas du tout ici d'une autobiographie, même si l'auteur a évidemment eu une connaissance assez intime de plusieurs des dossiers dont il traite. Aussi, ces questions méritent d'être fouillées davantage avant de rédiger une histoire «définitive». Néanmoins, Patry nous offre un résumé succinct des «relations internationales du Québec», terme qu'on jugera peut-être un peu prétentieux après avoir lu le volume.

De fait, seules les deux décennies 1960 à 1980, et surtout les dix années 1960 à 1970, font l'objet d'un traitement en profondeur. Il s'agit donc d'un peu plus de cent pages dans ce volume déjà fort mince de 167 pages. Si l'auteur ne consacre que 25 pages aux dix ans écoulés depuis 1970, peut-être faudrait-il conclure que très peu de choses se sont produites au cours de la période; c'est évidemment l'avis de certains fonctionnaires du ministère des Affaires intergouvernementales.

Le reste de ce livre ressemble à du remplissage. Au début, nous trouvons un chapitre sans grand intérêt portant sur différentes conférences internationales qui ont eu lieu au Québec ainsi qu'une longue description de l'affaire des trésors polonais. Nous voyons difficilement comment les rencontres de Churchill, Roosevelt et King à Québec pendant la guerre permettent de parler d'un rôle international du Québec! Dans un deuxième chapitre, portant le titre général de «Les Québécois devant les événements internationaux», l'auteur veut faire le tour, en onze pages, de «l'opinion québécoise devant les grandes questions internationales» pour les années 1848 à 1960. Évidemment, le but est un peu trop ambitieux pour un chapitre de cette importance. Des livres et des thèses ont déjà été rédigés sur ces questions et nous n'y apprenons rien de neuf.

Quant au rôle négligeable du Québec dans le monde avant 1960, il y a peu de choses à dire et, en ce qui concerne l'histoire d'Hector Fabre, agent général du Québec à Paris, elles ont déjà été dites. Arrive Jean Lesage dont le gouvernement, qualifié par l'auteur d'«un des meilleurs que les Québécois se soient donnés au cours de leur histoire», veut «permettre à un peuple longtemps endormi d'occuper sa place parmi les autres peuples». Bien sûr, il a fallu combattre Ottawa qui voyait dans les tentatives du Québec en vue de s'affirmer sur le plan international de sombres desseins séparatistes. Mais, somme toute, le Québec réapparaît dans le monde au cours des années 1960-1966, et de nombreux Québécois sont «sensibilisés à la nécessité des échanges internationaux». Du moins, c'est l'avis de l'auteur.

Malgré les événements de 1967, hauts en couleur, l'approche de Daniel Johnson aux relations internationales du Québec est imprégnée de prudence. Patry affirme que le premier ministre craignait que des conflits avec Ottawa n'aliènent la sympathie des milieux financiers envers le Québec. Quoi qu'il en soit, Johnson a affirmé la «politique québécoise de prolongement international des compétences internes» et il a permis au Québec de poser, dans des domaines sous sa juridiction constitutionnelle, «de véritables actes de souveraineté».

Sous le régime Bertrand, les choses se gâtent. Patry écrit: «Par tempérament aussi bien que par formation, Jean-Jacques Bertrand n'est guère porté vers les relations internationales.» Si ce premier ministre a souvent baissé pavillon devant le gouvernement fédéral, il a néanmoins pris quelques mesures remarquées, notamment en procédant à la création d'un ministère de l'Immigration.

D'autres gestes utiles se posent à l'époque de Bourassa. Le Québec ne remplit-il pas un rôle appréciable au sein de l'Agence de coopération

culturelle et technique? Pourtant, le ministère québécois des Affaires intergouvernementales demeure «sous l'étroite surveillance de fonctionnaires fédéraux», ce qui doit expliquer en partie le «climat de morosité qui ne le quittera presque plus».

Depuis 1976, la prudence est de rigueur car les pays étrangers craignent pour la plupart, d'indisposer le gouvernement fédéral en nouant des relations trop étroites avec le Québec. Malgré quelques signes de progrès, le tableau des réalisations se révèle sombre et le Québec apparaît désormais bloqué dans un carcan constitutionnel et administratif. Le débat Ottawa-Québec est devenu «une affaire politique, dont le dénouement relève désormais d'une solution globale». Faut-il préciser que ces paroles furent écrites le 26 avril 1980 et qu'il y eut un 20 mai 1980?

*Département d'histoire
Université Laval*

RICHARD JONES